

Le Centre de recherche et de sauvetage maritime de Québec reste ouvert



Le Centre de recherche et de sauvetage maritime de Québec

Photo : Le Soleil, Pascal Ratthé

Par Annie Morin, Annie Mathieu
Le Soleil

(Québec) Le Centre de recherche et de sauvetage maritime de Québec reste ouvert et pour de bon. Le gouvernement Harper a annoncé mercredi qu'il renonçait à le déménager parce qu'il n'a pas la conviction que le service puisse être donné dans un français correct à Halifax et à Trenton. Les députés conservateurs et néo-démocrates de la région de Québec se sont tour à tour attribué le mérite de ce revirement.

Denis Lebel, lieutenant des conservateurs au Québec, était «très content, très fier» de propager la «bonne nouvelle», mercredi. Il s'en est ouvert sur les ondes de CHOI le matin et l'a confirmé au *Soleil* en entrevue téléphonique en après-midi. «On avait dit depuis le début qu'il fallait qu'on soit capable d'assurer le service en français 24 heures par jour de Trenton ou d'Halifax et on n'a pas été capables de faire cette démonstration-là», a-t-il expliqué.

Le fédéral avait glissé dans son budget de 2011 son intention de fermer le centre de sauvetage de Québec, où neuf employés de la Garde côtière répondent à plus de 1500 appels de détresse par année. Halifax et Trenton devaient prendre la relève pour aider les pilotes et les plaisanciers en difficulté sur la voie maritime du Saint-Laurent.

La fermeture a été reportée plusieurs fois parce qu'il n'y avait pas, à l'extérieur du Québec, d'employés capables de répondre en français aux urgences maritimes. Le

Commissaire aux langues officielles avait d'ailleurs fait le constat dans un rapport publié en 2012.

Un mérite disputé

M. Lebel a justifié mercredi les deux années et demie écoulées depuis la décision initiale par la nécessité de conduire des analyses sur les conséquences du transfert. «Avoir la certitude d'un fait français à 100 %, c'est autre chose que d'avoir un certain bilinguisme», a-t-il résumé, insistant sur le fait qu'«il n'y a pas eu d'interruption de service».

Le politicien a affirmé que le travail des députés conservateurs québécois avait fait pencher la balance en faveur de Québec, un travail de coulisses, puisqu'ils ont toujours refusé de dénoncer publiquement la décision du parti. «C'est sûr que ce n'est pas parce que le NPD [Nouveau Parti démocratique] a posé trois, quatre questions en Chambre», a insisté M. Lebel.

Annick Papillon, députée néo-démocrate de Québec, n'a pas la même lecture. Elle est convaincue que les interventions de l'opposition officielle ont permis d'éviter la fermeture. «Ça a vraiment valu la peine de revenir à la charge cet automne», selon l'élue, qui dit être arrivée au bout de ses peines «après deux ans et demi de débats». Elle tient également à rappeler qu'au tout début de la saga, personne ne connaissait l'existence du Centre, mais qu'à force d'insister sur l'importance de son maintien, beaucoup d'acteurs de la région se sont finalement mobilisés.

Mme Papillon croit également qu'il s'agit d'une excellente nouvelle pour la sécurité des usagers du fleuve, mais également pour les employés du Centre, qui travaillaient avec une épée de Damoclès au-dessus de leur tête.

Le député de La Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia et porte-parole du Bloc québécois en matière de pêches et d'océans, Jean-François Fortin, se dit quant à lui très heureux que le gouvernement «entende raison». «C'était une décision illogique, dangereuse et qui portait atteinte à la sécurité», souligne-t-il, ajoutant cependant qu'Ottawa aurait dû réagir avant.

L'ancien officier responsable du Centre de sauvetage maritime de Québec, Hubert Desgagné, partage cet avis même s'il applaudit la décision du gouvernement fédéral. «Je suis toujours en maudit qu'on ait perdu deux ans pour quelque chose qui était d'une évidence crasse», lance celui qui milite depuis le début pour que ses collègues demeurent en poste à Québec.

Il croit qu'avec le temps qui s'est écoulé, le système de recherche et de sauvetage s'est fragilisé dans l'est du pays. «Maintenant, il faut prévoir à long terme», affirme M. Desgagné, citant en exemple la relève qu'il faut préparer et les postes qui restent à pourvoir.

Dans un communiqué, le ministre québécois délégué aux Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier, et la ministre responsable de la Capitale-Nationale, Agnès Maltais, ont applaudi l'annonce de M. Lebel, qu'ils qualifient de «victoire importante pour les gens de Québec».

Chronologie

Juin 2011 : Dans son budget, Ottawa annonce le transfert des activités du Centre de recherche et de sauvetage de Québec à Trenton et à Halifax.

Avril 2012 : Dans un rapport préliminaire, le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, conclut que la décision du gouvernement ne respecte pas la loi et que cela peut poser un risque à la vie des Canadiens.

Octobre 2012 : La fermeture du Centre, prévue au printemps 2013, est reportée d'un an.

Mars 2013 : Ottawa annonce qu'Halifax s'occupera, dès la mi-avril, des incidents qui surviennent sur le fleuve Saint-Laurent à l'est de La Malbaie.

Mai 2013 : *Le Soleil* révèle que le Centre est sauvé bien que le gouvernement fédéral refuse de confirmer la nouvelle.

Décembre 2013 : Le ministre québécois et lieutenant de son parti dans la province, Denis Lebel, annonce officiellement que le Centre demeurera ouvert.